



M.McNamara

UN SEUL COMBAT

Marc Heurgon

Le cardinal ligueur ne célébrera plus sa messe de Noël vengeresse devant les troupes américaines au Vietnam ; M. McNamara va quitter le Pentagone et paradoxalement, le départ de celui qui plus que tout autre incarna cette énorme puissance militaire, fait craindre à chacun une aggravation de la guerre. C'est un peu une page que l'on tourne ; c'est la bonne conscience des Etats-Unis qui s'effondre. Ce ministre civil, c'était tout de même la garantie du risque calculé gradué, c'était encore un barrage à l'escalade irraisonnée, au déchaînement sans borne des militaires. Maintenant, place à l'inconnu.

Nous avons bien connu une telle situation dans les derniers temps de la guerre d'Algérie ; nous savons comment un gouvernement qui durant des années a de plus en plus profondément engagé ses armées dans une aventure sans issue, se voit ensuite incapable de résister aux exigences accrues des militaires, qu'il

a imprudemment rendus maîtres de la situation et qui réclament que l'expérience soit menée jusqu'au bout ; nous connaissons les mouvements de colère d'une armée moderne tenue en échec par un adversaire insaisissable parce qu'incrustedans le terrain qu'il défend et parce qu'appuyé par tout un peuple qui fait cause commune avec lui. Nous avons subi le poids financier d'une guerre coloniale sans fin, l'isolement croissant par rapport à l'opinion internationale, l'irruption de la guerre dans les débats internes et les joutes électorales de la nation. Il y a du Coty dans ce dernier visage de Johnson, soumis à des pressions contradictoires, cherchant à duper tout le monde, s'amollissant pour les uns et se durcissant pour les autres.

Tous ces symptômes nous les connaissons : ils annoncent le commencement de la fin. Mais c'est quand la bête est blessée qu'elle est capable des soubresauts les plus dange-

reux. Jamais donc l'enjeu n'a paru si important, jamais l'issue du combat vietnamien n'a pesé d'un poids si lourd sur notre avenir à tous, jamais notre solidarité avec les combattants du F.N.L. n'a été si impérieuse. L'année 1967 s'achève à l'heure du Vietnam et tout indique que dans les premiers mois de l'année nouvelle la lutte entre les forces impérialistes et les forces socialistes sera déterminée par l'issue du combat qui se déroule dans le Sud-Est asiatique.

La leçon du dernier automne a précisément résidé dans la réplique de plus en plus large de l'opinion de gauche mondiale à l'escalade américaine. Des manifestations de Tokyo à celles de Washington le mouvement connaît une ampleur sans précédent. L'écho de la condamnation prononcée par le Tribunal Russell dépasse les frontières du petit état qui en avait accueilli les membres. En France même, le rassemblement du 21 octobre, celui des Jeunesses communistes du 26 novembre, le succès de la semaine Che Guevara à Paris, ont mobilisé des forces beaucoup plus considérables que par le passé. L'isolement est désormais le lot de ceux seuls qui en prennent leur parti et l'absence de la F.G.D.S., par exemple, le 21 octobre, a paru indéfendable à nombre de ses militants.

L'important est de remarquer que cet élargissement ne s'est nullement traduit par une édulcoration des mots d'ordre, mais tout au contraire par leur radicalisation et leur adaptation à la réalité du combat anti-impérialiste. Rien ne démontre mieux que l'unité n'implique aucun affadissement des positions mais prend force dans la connaissance de l'adversaire réel, dans la cohérence et la rigueur sur le fond. Qu'importe les quelques attardés que se satisfont encore de la « condamnation des violences américaines », comme si notre dénonciation portait sur les formes de la guerre et non pas sur l'agression elle-même. Aux apôtres du bêlement sur la « Paix au Vietnam », le professeur Tach, ministre de la Santé à Hanoi, vient de répondre dans les colonnes du « Monde » : « la paix ne saurait être un mot creux ; elle ne peut être pour nous que synonyme d'indépendance et de liberté ». « Lutter avec le Vietnam », c'est désormais pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes, prendre conscience que le combat est un, s'il a des formes différentes et qu'en le menant nous donnons un contenu réel à la lutte actuelle contre le capitalisme américain en Europe.

On pouvait croire la cause entendue. Il apparaît que non, puisque c'est le moment que choisit l'éditorialiste d'une lettre confidentielle pour remettre en question le caractère global du combat anti-impérialiste et pour proposer, au nom de l'efficacité, la parcellisation des luttes et le repli sur des batailles sectorielles.

La démarche est tout, sauf nouvelle. Souvenons-nous ; il y a qu'une soixantaine d'années et l'époque est aux anniversaires. On les entend ces leaders de la social-démocratie des années 1910 lorsqu'ils clamaient leur certitude que le socialisme l'emporterait d'abord dans les pays capitalistes avancés, comme l'Allemagne ou l'Angleterre. Et quand l'ébranlement s'est produit dans les rues de Petrograd, quand le pouvoir des Soviets s'est imposé à un Empire aux trois quarts composé de paysans, quand il a affronté des structures industrielles récentes et de type colonial, nos maîtres à penser n'ont pas reconnu la révolution qui était inscrite dans leurs livres, ils n'ont pas prévu l'ébranlement mondial qui en résulterait, puis, au nom des principes de la révolution, ils se sont trompés de camp et se sont faits contre-révolutionnaires.

Les vieux clichés dogmatiques ont certes la vie longue. Voilà donc nos Sancho du modernisme qui clament leur certitude que dans les dix années à venir, ce n'est qu'en Europe (U.R.S.S. comprise, puisqu'il s'agit désormais de révolutionnaires bien élevés) que peut être donnée une réponse décisive au « défi américain ». Le reste du monde n'est que marginal et ne mérite dès lors que quelques coups de chapeaux pour se mettre à l'abri des pulsations populaires. Qu'on abandonne ces lointaines contrées à l'exotisme des cheveux longs, à la drogue du terrorisme gauchiste et que vite, on se retrouve entre soi, entre cartérisistes de gauche pour colloquer sur le Parlement ou les institutions de l'Europe des Six. C'est ce qu'on appelle « peser ».

*
* *

Il faut donc encore une fois préciser, afin de ne laisser aucune place à l'ambiguïté. Jamais le P.S.U. n'a prétendu renoncer au combat qui est le sien et transférer ses espoirs sur les seuls pays du tiers monde. La récente résolution de notre C.P.N. a même exactement appelé le contraire : « la véritable solidarité

avec ceux qui se battent consiste à développer une action efficace contre les forces capitalistes dans notre pays, selon les moyens et dans les domaines qui nous sont propres. » Ce qui nous semble essentiel de rappeler, parce que tout le reste en découle, c'est l'existence d'une double solidarité.

La première est horizontale et revient à constater que face à la puissance des Etats-Unis qui vise à la domination mondiale, aucune force socialiste ne peut, sous peine d'écrasement, mener un combat isolé. Cette solidarité des luttes révolutionnaires n'implique le ralliement à aucun modèle préétabli et unique ; elle repose au contraire sur la reconnaissance de stratégies autonomes et l'emploi d'armes différentes en fonction de situations diverses.

La seconde est verticale et lie étroitement le capitalisme international à, la formidable puissance que l'impérialisme américain met au service de ses intérêts. Il n'y a donc pas de lutte « pour le socialisme qui ne soit aussi une lutte de tous les instants contre la domination des Etats-Unis » (dernière résolution du C.P.N.).

*
* *

En ce qui concerne l'Europe, c'est donc mal poser le problème que de se contenter d'affirmer que le capitalisme européen est incapable de relever le défi américain et de prétendre que seule une Europe socialiste pourrait y parvenir, sans indiquer à aucun moment par quel habile tour de passe-passe cette Europe socialiste pourrait d'abord se construire à l'abri du bouclier américain pour ensuite le mettre en cause. Il ne suffit pas non plus de répéter qu'il s'agit de reprendre l'initiative sans jamais indiquer, et pour cause, en quoi celle-ci consisterait. Il suffit encore, moins d'enfourcher le slogan vide de l'Europe indépendante ou d'en rester au neutralisme des années 55 quand le rapport des forces à l'échelon mondial était différent de ce qu'il est aujourd'hui.

La possibilité d'une Europe socialiste repose avant tout sur la rupture de toute solidarité de celle-ci avec la puissance américaine. Elle implique sur le plan politique la dénonciation du pacte atlantique, non seulement parce qu'aucune solidarité n'est possible avec les agresseurs du Vietnam et de l'Amé-

rique latine, mais surtout parce que l'alliance atlantique suppose une assurance mutuelle contre tout mouvement qui viserait à remettre en cause l'équilibre économique et social actuel. Elle implique sur le plan économique et financier les mesures susceptibles de mettre l'Europe à l'abri des investissements américains comme du pillage technologique dont elle est la victime.

Lorsqu'à Prague, François Mitterrand déclare qu'« on ne peut pas demander à la France de quitter l'alliance atlantique avant d'avoir construit l'Europe », il prend son parti d'une Europe qui ne pourra se bâtir dans ce cadre que suivant les normes du capitalisme. Lorsqu'à propos d'un colloque sur l'Europe, on voit une convergence possible à partir du moment où le problème du pacte atlantique serait passé sous silence, ce qui implique bien entendu que les choses soient laissées en l'état, on prend également son parti de la situation présente et sous un rideau de fumée, on se range dans le camp de l'Europe américaine.

*
* *

Lors de la récente conférence de Bologne les forces progressistes des deux rives de la Méditerranée ont particulièrement insisté sur l'importance qu'aurait une campagne engagée par les forces socialistes d'Europe contre le renouvellement du pacte atlantique en 1969. Il est probable que la question sera de nouveau examinée lors d'une prochaine rencontre qui dans quelques semaines se tiendra à Palerme. Mais parce qu'elles sont directement concernées, c'est aux forces socialistes d'Europe occidentale qu'il appartient de prendre dans ce domaine l'initiative de la campagne. Le P.S.U. a été mandaté pour le faire par son 5^e Congrès ; il vient, en liaison avec le P.S.I.U.P. italien, de prendre les contacts nécessaires pour réunir à Paris dans les premiers mois de l'année nouvelle une conférence des mouvements et partis qui entendent donner à la lutte anti-impérialiste la forme la plus efficace qu'elle peut prendre en Europe.